

La question est de savoir si nous avons le droit de prendre \$10,000, sur les deniers publics, et de les gaspiller en abonnements à des journaux de deuxième ordre ou qui ne sont d'aucune utilité au pays. Est-il possible que les ministères puissent avoir besoin de tous ces journaux ? Aucun homme raisonnable ne peut prétendre que l'intérêt du service public exige un aussi grand nombre de journaux. Pourquoi donc gaspiller cet argent en abonnements à des journaux qui ne sont pas nécessaires ? Les journaux entreprenants peuvent se maintenir sans le patronage ou les faveurs du gouvernement, et je prétends qu'il est de notre devoir, au lieu de toujours récriminer et de dire "Vous n'avez pas été meilleurs que nous," de nous mettre à l'œuvre et de retrancher un grand nombre de ces dépenses inutiles.

Il est incontestable, quel que soit celui qui mérite le blâme, que les dépenses publiques augmentent d'année en année et de jour en jour. Il est évident que les ressources du pays s'épuisent et que nous sommes arrivés au moment où nous devons, comme représentants du peuple, faire tous nos efforts pour réussir à faire disparaître ces dépenses absurdes, de quelque manière que ce soit. Tout ce que je désire, c'est que les deux partis s'unissent pour épurer ces comptes, et en retrancher tout ce qui ne doit pas en faire partie, et bientôt nous verrons prospérer le pays. Je le répète, notre temps est trop précieux pour que les partisans du gouvernement nous le fassent perdre, en essayant de prouver, quand ils sont accusés d'extravagance et de mauvaise administration, qu'ils ne font pas plus mal que le gouvernement Mackenzie il y a dix ou douze ans—ce gouvernement, qu'ils se vantent d'avoir renversé à cause de ses extravagances. S'il en est ainsi, ils devraient, pour être logiques, arrêter et retrancher, ou, du moins, considérablement diminuer leurs dépenses.

M. COOK : Je désire attirer l'attention du gouvernement sur deux ou trois items qui n'ont pas encore figuré dans les comptes publics des années précédentes. Les items sont peu importants, mais ce n'est qu'un commencement qui peut prendre de grandes proportions, si l'on n'y met ordre. Je veux parler d'une valise de papeterie, de deux valises de voyage et de valises de voyage réparées. Si l'honorable ministre ne l'a pas oublié, j'ai proposé à la dernière session, l'adoption d'un bill pour forcer les compagnies de chemins de fer à payer les dommages causés au bagage, par leur faute. Le gouvernement s'est opposé à cette mesure, et plus particulièrement, le ministre de la justice, et je me demande comment ce dernier n'a pu prévoir, à cette époque, qu'il pourrait avoir le malheur de faire endommager ses bagages et de les faire réparer aux frais du public. En conséquence, je demanderai au gouvernement de favoriser, cette année, l'adoption de mon bill, et je prierai particulièrement le ministre de la justice, de m'aider à faire disparaître de son ministère les embarras que lui occasionnent des comptes de cette nature.

M. MILLS (Bothwell) : Avant de terminer la discussion de cet item, je désire déclarer que je n'admets pas l'accusation qui a été portée contre le gouvernement de mon honorable ami, le député d'York-est (M. Mackenzie), savoir : que ce gouvernement a été extravagant. Loin de là, le chiffre total de dépenses de chaque année démontre que ce gouvernement était économe et qu'il a administré les

affaires du pays avec efficacité et économie. Je crois que nous pourrions démontrer, en temps opportun que l'état comparatif produit, aujourd'hui, devant le comité par le ministre de la marine et des pêcheries, est un état illusoire, et qu'il ne fait pas voir exactement les dépenses comparées des deux gouvernements ; et, de plus, que la déclaration du ministre des douanes, donnant à entendre que les comptes sont tenus aujourd'hui, dans son ministère, de la même manière qu'ils l'étaient sous l'administration de feu M. Burpee, n'est pas exacte, mais que les comptes publics et le rapport de l'auditeur prouveront qu'il fait erreur, et qu'à l'époque où M. Burpee était ministre des douanes, un grand nombre d'items, qui ne sont pas aujourd'hui portés de la même manière dans ces comptes particuliers, faisaient partie de ces mêmes comptes, ce qui en élevait la totalité à un chiffre élevé.

Je ne veux pas retarder le comité en discutant cette question, mais je n'ai pas oublié à combien ces dépenses s'élevaient alors, et je n'hésite pas à dire que nous serons, soit moi, soit d'autres députés de la gauche, en état de prouver que l'état soumis au comité par l'honorable ministre, est propre à nous induire en erreur, et qu'il n'offre aucune garantie quant aux dépenses comparées des deux gouvernements. Il suffit d'examiner les dépenses totales des deux gouvernements, pour se convaincre qu'il y a eu une augmentation énorme. A quelle cause attribue-t-on cette augmentation ? A ce que le travail est cinq fois plus considérable qu'il ne l'était alors. Le pays est-il plus riche ? Le peuple est-il plus prospère ?

M. FERGUSON (Leeds) : Oui.

M. MILLS (Bothwell) : La population s'est-elle quintuplée ? Un député dit que le peuple est plus prospère. Qu'il aille visiter les sociétés de prêts et il verra ce qu'est cette prospérité. Il connaîtra la diminution qui existe dans l'évaluation des biens-fonds, depuis Halifax jusqu'à Vancouver, et il sera fixé sur la différence dans la prospérité du pays.

Je nie que les travaux d'administration du gouvernement aient augmenté, au point de justifier cet accroissement des dépenses. Je prétends, de plus, que le gouvernement ne répondrait pas à la demande que nous lui adressons de pratiquer l'économie, en prouvant qu'un gouvernement, qui a cessé d'exister depuis dix ou douze ans, a été extravagant. Nous ne voulons pas empêcher d'exécuter des améliorations, sous le prétexte que des améliorations n'ont pas été faites à cette époque. Je nie, encore, que l'état soumis par l'honorable ministre représente exactement les dépenses du gouvernement de l'honorable député d'York-est (M. Mackenzie), et celles du gouvernement actuel. Que les honorables ministres restreignent l'examen de ces comptes au mérite de leurs dépenses personnelles, et qu'ils ne cherchent pas à les justifier en établissant une comparaison inexacte ou injuste, entre leurs dépenses et celles d'un gouvernement qui n'existe plus depuis douze ou quatorze ans.

Nous sommes censés vivre dans un siècle de progrès. Les honorables membres de la droite sont au pouvoir depuis longtemps, et leur expérience devrait les mettre en état de gérer les affaires du pays avec efficacité et économie. Ils ne pourraient pas justifier leurs extravagances s'ils pouvaient réussir à prouver que les dépenses du ministère des douanes ont été plus élevées autrefois qu'elles ne le sont aujourd'hui ; mais je nie que